Le roi stratège. Louis XIV et la direction de la guerre, 1661-1715

Stéphane Perréon

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/2212>

DOI : 10.4000/abpo.2212

ISBN : 978-2-7535-1841-4

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 décembre 2011

Pagination : 149-151

ISBN : 978-2-7535-1839-1

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Stéphane Perréon, « *Le roi stratège. Louis XIV et la direction de la guerre, 1661-1715* », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 118-4 | 2011, mis en ligne le 30 décembre 2011, consulté le 20 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/2212> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/abpo.2212>

Ce document a été généré automatiquement le 20 septembre 2020.

© Presses universitaires de Rennes

Le roi stratège. Louis XIV et la direction de la guerre, 1661-1715

Stéphane Perréon

RÉFÉRENCE

CÉNAT, Jean-Philippe, *Le roi stratège. Louis XIV et la direction de la guerre, 1661-1715*, Rennes, PUR, 2010, 386 p. (ISBN 978-2-7535-1093-7).

- 1 Que l'on ne s'y méprenne pas : cet ouvrage n'est pas une répétition ni même un simple complément au *Roi de guerre* de Joël Cornette. Loin de se focaliser sur la personne de Louis XIV et sa propagande guerrière, il étudie la conduite de la guerre pendant plus d'un demi-siècle, mettant en exergue de nombreux acteurs et leurs relations complexes. Jean-Philippe Cénat, auteur d'une thèse sur Chamlay, à paraître chez Belin, centre son étude sur la direction de la guerre, appliquant à l'époque moderne une méthode déjà employée pour la période contemporaine par plusieurs chercheurs anglo-saxons. Le cœur du livre porte sur la stratégie de cabinet, volontiers décriée depuis le XVIII^e siècle à la suite de Saint-Simon, et parfois considérée comme source principale des déboires militaires de la seconde moitié du règne personnel du Roi-Soleil, particulièrement au cours de la guerre de Succession d'Espagne. La réalité apparaît en fait beaucoup plus complexe.
- 2 Malgré des prémices dans les années 1660, voire sous le règne de Louis XIII, la stratégie de cabinet naît véritablement pendant la guerre de Hollande (1672-1678). Toutefois, alors que Condé, soucieux de conserver les bonnes grâces du roi, se plie assez volontiers aux directives de Louvois, Turenne renâcle et cultive le secret, quitte à affronter le secrétaire d'État. Le décès de Turenne et la retraite de Condé, en 1675, laissent le champ libre aux stratèges de cabinet, alors que les généraux, comme Luxembourg, n'ont plus la capacité de décider en dernier recours, tout en gardant une certaine marge de manœuvre. La stratégie de cabinet connaît à la fois son apogée et d'incontestables dérivés dans les années 1680. Lors de la mise au pas des Pays-Bas espagnols (1683-1684),

Chamlay – qui s'impose de plus en plus comme principal conseiller militaire du roi – marginalise le maréchal d'Humières, qui commande théoriquement l'armée française. Cette subordination des généraux atteint son summum lors du tristement célèbre ravage du Palatinat (1688-1689) : Versailles leur interdit de livrer bataille et les pousse à pratiquer une sévère politique de terre brûlée envers laquelle ils sont souvent réticents. La mort brutale de Louvois, en 1691, ne modifie pas fondamentalement la situation mais elle recentre la prise de décision autour de Louis XIV et de Chamlay, qui prennent néanmoins soin de se concerter avec les généraux. Versailles définit alors précisément les options stratégiques avant chaque campagne, la tactique étant davantage laissée à l'appréciation de chaque chef d'armée. La guerre de Succession d'Espagne montre une grande continuité dans la prise de décision, même si Villars et Voysin supplantent Chamlay comme conseillers militaires, le roi décidant toujours en dernier ressort. D'une façon générale cependant, les généraux disposent de plus de liberté, ce qui s'avère catastrophique lorsqu'ils apprécient mal la situation ou, tout simplement, ne sont pas à la hauteur, comme La Feuillade ou Villeroy. J.-P. Cénat peut ainsi affirmer que les principaux échecs ne proviennent pas « d'un excès de la stratégie de cabinet, mais plutôt d'un manque d'autorité de la part du roi » (p. 241-242).

- 3 C'est aussi le mérite de cet ouvrage de montrer que la stratégie de cabinet est, en quelque sorte, à géométrie variable, s'appliquant différemment selon les fronts. Les espaces d'opérations les plus lointains, comme l'Espagne et l'Italie, offrent davantage de liberté aux généraux, compte tenu des délais des communications mais, également, d'un intérêt moindre du roi pour des fronts considérés, parfois à tort, comme secondaires. Le Rhin et l'Allemagne sont l'objet de plus d'attention mais, en 1704, les généraux y opérant se montrent très frileux, proposant quatre plans d'action différents au roi et lui demandant de trancher ! En fait, ce sont bien les Pays-Bas qui fixent l'attention de la Cour, la faible distance permettant de contrôler les opérations pratiquement au jour le jour. C'est d'ailleurs toujours sur ce front – si l'on excepte la conquête éclair de la Franche-Comté en février 1668 – que se rend Louis XIV lorsqu'il participe aux opérations militaires – essentiellement des sièges, menés de main de maître par Vauban –, jusqu'en 1693. C'est encore là qu'il envoie le duc de Bourgogne en 1708 mais les dissensions entre le jeune prince inexpérimenté et le duc de Vendôme provoquent la défaite d'Audenarde puis la chute de Lille. Quant à la défense du littoral, elle ne fixe guère l'attention de la Cour, si bien qu'un succès comme celui de Camaret (18 juin 1694) résulte des circonstances et de la géniale stratégie défensive de Vauban, Louis XIV ayant envoyé en Bretagne le commissaire général des fortifications sans consignes très précises, sinon de s'opposer vigoureusement à tout débarquement ennemi.
- 4 J.-P. Cénat n'oublie pas la marine qui, certes, est l'objet de moins d'attention que l'armée de terre, même si Louis XIV visite plusieurs ports – mais aucun en Bretagne – ; certains futurs ministres de la marine l'imitent, qu'il s'agisse de Seignelay ou de Jérôme de Pontchartrain, ce dernier parcourant les ports du royaume pendant deux ans, notamment lors d'une mission en Bretagne en 1694. Toutefois, la stratégie de cabinet apparaît plus tardivement dans la marine et n'y connaît jamais un développement aussi important qu'au sein de l'armée de terre, notamment à cause d'impondérables géographiques : il s'avère bien difficile, en effet, de maintenir des communications régulières avec une escadre qui a levé l'ancre. Bien des amiraux sont ainsi tiraillés entre leur devoir d'obéissance à des ordres inapplicables et la nécessité de s'adapter aux circonstances. Rares sont ceux qui, comme Tourville, se permettent de

réfuter les arguments du ministre et de parfois désobéir. D'ailleurs, lui-même doit se plier aux ordres rigides de Louis XIV en 1692, appareillant avec une flotte incomplète, ce qui conduit à la défaite de La Hougue. En effet, Versailles sous-estime fréquemment les difficultés rencontrées à Brest pour lever le nombre de matelots indispensables et rassembler une quantité suffisante de vivres. Vues du port du Ponant, les directives de la Cour paraissent souvent inappropriées, en particulier lorsqu'elles enjoignent à la flotte d'appareiller en avril ou mai, alors que navires et équipages ne sont pratiquement jamais prêts aussi tôt. En outre, alors que la Cour freine souvent les velléités offensives des généraux, elle aiguillonne au contraire des amiraux généralement très prudents et peu combatifs. La campagne de 1690 illustre ce décalage : alors que Tourville ne parvient pas à tirer profit de sa victoire de Béveziers, Seignelay, d'abord euphorique puis furieux face aux tergiversations de l'amiral, l'exhorte à plusieurs reprises à fondre sur la flotte anglaise, quitte à remonter la Tamise. Las ! Tourville, conscient des obstacles et de la fatigue de ses hommes, se contente d'une modeste descente sur le littoral du Devon. En revanche, lorsque, à partir de 1695, la France privilégie la guerre de course à la guerre d'escadre, plus pour des raisons financières que suite aux échecs de 1692, le contrôle de Versailles sur les opérations devient logiquement moindre et le Roi-Soleil abandonne la maîtrise de l'Atlantique puis de la Méditerranée à la Navy.

- 5 Les autres parties de l'ouvrage, bien que moins novatrices, n'en constituent pas moins des synthèses bienvenues à la fois sur toutes les grandes opérations militaires menées sous Louis XIV, sur terre comme sur mer, et sur « les hommes de la guerre », du roi lui-même aux généraux et amiraux, en passant par les secrétaires d'État et certains princes du sang. D'autre part, les réflexions sur la conception géostratégique de Louis XIV et de ses conseillers comme celles sur la logistique – qui demeure un champ encore peu exploré par les modernistes – sont souvent éclairantes et expliquent bien des décisions. À l'aune de ces nombreux exemples, Louis XIV apparaît bien comme un roi stratège car capable – éclairé par les nombreux mémoires de ses conseillers militaires, au premier rang desquels Chamlay – d'avoir une conception globale de chaque campagne. Et si les guerres de son règne comportent plus de sièges que de batailles rangées, il faut y voir autant la recherche de la maîtrise de tous les aléas de la guerre que les limites logistiques du temps.
- 6 Compte tenu de la richesse du propos, on pardonnera volontiers à l'auteur quelques redites quasi inévitables. Quelques cartes (on aurait pu en attendre davantage) complètent avantageusement le propos, même si certaines se caractérisent par une lisibilité médiocre et une absence d'échelle. Ces réserves mineures n'enlèvent rien à la qualité d'un livre intéressant, rédigé dans une langue claire et précise, sans fioritures inutiles, et qui participe au renouvellement récent de l'histoire militaire française de l'époque moderne dans ses aspects stratégiques.
- 7 Stéphane PERRÉON